

LECO

de la semaine

27 Septembre au 03 Octobre 2025



SOMMAIRE

Sécurité des Commerces - Dédommagement possible pour les entrepreneurs	2
Vague de pillages: une menace directe pour l'économie nationale, selon le secteur privé.....	2
Emeutes – Les grandes enseignes de distribution alertent sur l'aggravation de la pénurie et leur capacité d'approvisionnement en marchandises face aux pillages	3
Finances - Les banques et guichets restent approvisionnés	3
Boutiques et Commerces - Liquidation express des produits	4
JIRAMA - La baisse d'activité libère du courant pour les ménages.....	4
Crise : Plusieurs touristes bloqués dans les régions, annulations en cascade des réservations.....	5
Carburants: l'OMH rassure de la disponibilité des stocks	6
Approvisionnement en PPN: les stocks sont suffisants.....	6
Cacao - Un record attendu pour le prix payé aux producteurs.....	6
Fly Over Anosizato: deux visites de site en vue	7
Transport de fonds : la BFM rappelle son rôle exclusif	7
Agoa : un an de sursis pour les pays bénéficiaires	8
Mission 300 : 300 millions d'Africains bientôt connectés à la lumière	8
Finance – Le stock de la dette publique évalué à 7 206,4 millions de dollars à fin juin 2025	9
Métal jaune - Le prix de l'or à 3 700 dollars.....	9
Pêche : Exploitation de la langouste interdite.....	10
Billets de banque: BFM renforce l'approvisionnement	10
ECE: l'activité économique connaît un repli au deuxième trimestre.....	10
Exportation - Le thon et la crevette dominent le marché	11
Reprise d'activités: des entreprises entre crainte et espoir	11
Manifestations en Europe : quand la démocratie pèse sur l'économie	12

Sécurité des Commerces - Dédommagement possible pour les entrepreneurs

IRINA TSIMIJALY | 27 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La protection des entreprises face aux risques de violences urbaines et d'émeutes devient un enjeu primordial. Les récentes émeutes dans plusieurs quartiers de la capitale, notamment Tanjombato, Talatamaty, Andranomena et Itaosy, ainsi que dans d'autres régions de la Grande Île, ont montré l'importance de combiner sécurité physique et couverture d'assurance adaptée. Des commerces, des petites entreprises aux grandes industries, ont été directement touchés.

Face à cette situation, le dédommagement est possible, mais dépend de la couverture d'assurance souscrite par l'entreprise. Le président du Syndicat des industries de Madagascar (SIM), Tiana Rasamimanana, rappelle que des assurances couvrant les émeutes et les troubles politiques existent, mais restent encore peu répandues. « Si l'entreprise a souscrit ce type de contrat, elle peut bénéficier d'un dédommagement en fonction des dommages subis. Dans le cas contraire, elle ne pourra pas être indemnisée », précise-t-il.

Pour le SIM, le rôle du syndicat est d'accompagner et d'informer ses membres. Les décisions de compensation relèvent de l'État et des assureurs.

En parallèle, les entreprises doivent assurer la protection immédiate de leurs biens. Les Forces de l'ordre ont été mobilisées et des contacts ont été pris avec les autorités pour éviter l'aggravation des dégâts.

Plusieurs compagnies locales proposent des solutions adaptées : Saham Assurance, Allianz Madagascar, Sanlam Allianz Madagascar et AFG Assur Madagascar couvrent les dommages liés aux émeutes et aux troubles civils. Cette protection, souvent proposée comme extension de garantie avec une prime supplémentaire, constitue un outil essentiel pour sécuriser les investissements et assurer la continuité des activités.



Le SIM insiste sur l'importance d'adapter l'assurance aux besoins spécifiques de chaque entreprise. Anticiper les risques, sécuriser les biens et protéger les salariés sont autant de mesures essentielles pour limiter les pertes et assurer la pérennité des activités.

Vague de pillages: une menace directe pour l'économie nationale, selon le secteur privé

ARH. | 27 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

La vague de pillages et de dégradations survenue dans la nuit du 25 septembre et dans la journée du 26 septembre, a frappé de plein fouet plusieurs entreprises et centres commerciaux de Madagascar et fait naître une profonde inquiétude chez le secteur privé. C'est une menace directe pour l'économie nationale.

Le Groupement des Entreprises de Madagascar (Gem) a vivement dénoncé ces violences, soulignant qu'elles constituent « une menace pour l'attractivité du pays, la stabilité économique et la sauvegarde des emplois ». Dans ce sens, l'organisation patronale appelle les autorités à renforcer la protection des sociétés et de leurs salariés, afin de garantir la continuité des activités. Elle exhorte également l'ensemble des acteurs à préserver la paix sociale par le dialogue, considérée comme un pilier essentiel du développement.

Dans la même ligne, le Syndicat des Industries de Madagascar (Sim), membre du Gem, a exprimé sa « vive préoccupation » face à ces événements. Selon le syndicat, une grande partie des membres a été directement touchée. « Nous déplorons fermement ces actes qui portent gravement atteinte à nos entreprises, à l'emploi et à l'image du pays », a déclaré le Sim, avant d'appeler à la responsabilité collective. La Fédération des Chambres de Commerce

et d'Industrie de Madagascar (FCCIM) s'est également jointe aux condamnations. Dans un communiqué, elle rappelle que les entreprises constituent un pilier du développement et se dit solidaire des familles et des entrepreneurs affectés par les pertes matérielles et humaines.

Désarroi

A part les organisations professionnelles, certains entrepreneurs n'ont pas caché leur désarroi déplorant des centaines de pertes d'emplois. « Nous sommes à terre, nous sommes à genoux », confie l'un d'eux, décrivant la nuit du 25 septembre comme un moment de dévastation. Mais « Après la tempête, le soleil se lève toujours. Notre résilience sera plus forte que la violence. » Ces événements montrent la fragilité du tissu économique malgache, déjà éprouvé par des crises successives. Les acteurs économiques appellent à instaurer urgemment un climat de confiance et de stabilité, conditions sine

qua non pour maintenir les investissements, protéger les emplois et redonner espoir aux entreprises. Face à cette situation, le secteur privé malgache affiche un

double message : la condamnation ferme des violences et la volonté de se relever grâce à la solidarité et au dialogue.

Émeutes – Les grandes enseignes de distribution alertent sur l'aggravation de la pénurie et leur capacité d'approvisionnement en marchandises face aux pillages

27 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 27 Septembre, 14h30—L'approvisionnement en biens essentiels pour Madagascar menacé. Il faudra jusqu'à trois mois aux supermarchés pour rétablir les stocks de marchandises dérobées lors des actes de pillage et de vandalisme auxquels ces grandes enseignes ont été récemment victimes.



Et c'est une situation qui aura pour conséquence d'aggraver la pénurie ainsi que le retard de l'approvisionnement de l'ensemble du pays, alerte le Groupement des

professionnels de la grande distribution dans un communiqué publié ce samedi 27 septembre.

Ces actes de pillage et de vandalisme ont causé plus que des dommages matériels. En plus de la mise en danger de la sécurité des équipes dans ces grands magasins, ces grandes enseignes font part d'un « gaspillage massif » de produits. Et compte tenu des difficultés logistiques, notamment l'acheminement maritime, le réapprovisionnement des grandes surfaces prendra donc un temps considérable.

La priorité de ces professionnels de la grande distribution serait pour le moment la protection de leurs collaborateurs et la préservation de leurs outils de travail. Ils espèrent néanmoins pouvoir rouvrir au plus vite et continuer à approvisionner la population dans les meilleures conditions possibles.

Ce groupement lance alors « un appel solennel à la responsabilité et à la solidarité de tous pour protéger ces infrastructures vitales ». Ces membres soutiennent d'ailleurs que « protéger les magasins, c'est protéger la possibilité pour chaque famille malgache de continuer à se nourrir et à accéder aux produits de première nécessité ».

Finances - Les banques et guichets restent approvisionnés

ITAMARA OTTON | 29 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les récents pillages ont durement frappé le secteur privé. Les banques et institutions financières assurent néanmoins que l'approvisionnement des distributeurs automatiques et le fonctionnement des agences restent garantis.

Pas de pénurie de liquidités pour l'instant. Les scènes de vandalisme des derniers jours ont aussi touché plusieurs établissements bancaires de la capitale, notamment des distributeurs automatiques de billets. À l'approche de la fin du mois, la crainte d'un manque de cash s'est propagée parmi les usagers. Dimanche, l'Association professionnelle des banques (APB) a publié un communiqué pour rassurer la clientèle. Elle dit « prendre conscience de la situation sécuritaire actuelle et des tensions observées sur le territoire national » et affirme avoir pris des dispositions. « En collaboration avec la Banque centrale de Madagascar (BFM), [l'APB] tient à rassurer l'ensemble du public et informe que les banques, avec l'appui de la BFM, mettent tout en œuvre pour assurer l'approvisionnement et le fonctionnement des distributeurs automatiques de billets (DAB), pour garantir la continuité des services bancaires

essentiels et pour faciliter les opérations du quotidien de la clientèle », précise l'association.

La Banky Foiben'i Madagasikara a également confirmé, dimanche en fin d'après-midi, disposer de réserves suffisantes « pour accomplir ses missions statutaires et répondre pleinement aux besoins en billets de banque des usagers via les banques et le secteur financier en général ».

Elle rappelle toutefois que l'approvisionnement des distributeurs exige des conditions de sécurité minimales.

« Les banques, les entreprises de transport de fonds et les autorités concernées travaillent activement pour rétablir cet approvisionnement dans les meilleurs délais », souligne l'institution.

Agences fermées, services déplacés

Face aux destructions et pillages, certaines banques ont réorganisé leurs services. La BNI Madagascar, dont l'agence d'Anosibe a été vandalisée, a transféré temporairement ses opérations vers celle de Tsimbazaza « afin de garantir la poursuite des services dans les meilleures conditions ».

Au lendemain des saccages observés dans la capitale et dans plusieurs autres villes du pays, des dysfonctionnements ont néanmoins été signalés sur les distributeurs.

« J'ai voulu retirer de l'argent mais le réseau s'est arrêté. Ma carte a été happée par le distributeur et elle n'en est plus ressortie quand le réseau a repris », témoigne Théo, salarié de la capitale.

À Toamasina, l'inquiétude se traduit par un recours massif au Mobile Money. « Depuis samedi matin, nous avons constaté de longues queues sur plusieurs cash-points. Les gens font des retraits massifs, par peur d'une pénurie dans les jours qui suivent », explique un habitant du centre-ville.

Boutiques et Commerces - Liquidation express des produits

IRINA TSIMIJALY | 29 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La crainte des pillages et l'instabilité politique poussent les commerçants à brader leurs produits. Entre ventes à perte et livraisons accélérées avant le couvre-feu, chacun cherche à sauver le minimum.

Dans la capitale, beaucoup de commerçants n'ont qu'une idée en tête : écouler leurs stocks au plus vite. La peur des pillages en conduit certains à n'ouvrir leurs boutiques que quelques heures, d'autres à basculer entièrement en ligne. Les commandes se passent tôt le matin et les livreurs s'activent pour tout remettre avant la tombée de la nuit.

Sur les réseaux sociaux, les annonces se multiplient : « LIQUIDATION TOTALE. Vente sur tous les stocks disponibles ». Les prix s'effondrent. Des articles encore affichés hier à 35 000 ariary partent aujourd'hui pour 15 000. Personne ne cherche vraiment à négocier : l'urgence est de limiter les pertes.

À Behoririka, quartier commerçant emblématique de la capitale, la tension est palpable. Les vendeurs expliquent leur précipitation. Les serrures ont été renforcées, mais la menace demeure. « On ne sait pas quand les pilleurs vont venir, alors on vend le plus vite possible », confie l'un d'eux. Les transactions se concluent en quelques minutes.

Entre débrouille et résilience

Là où un commerçant pouvait espérer 20 000 à 30 000 ariary de bénéfice en temps normal, il se contente aujourd'hui de 5 000 pour ne pas tout perdre.

Pour certains produits, notamment périssables, l'urgence est encore plus pressante. Les vendeurs de viande ou de denrées alimentaires essaient de livrer avant le couvre-feu. « Le produit est déjà là. Si on ne fait rien, il va être avarié », explique une commerçante. Avec leurs livreurs, ils

organisent des horaires serrés, quitte à concentrer toute l'activité en quelques heures.



Plusieurs entrepreneurs se réinventent. Dans les services, le choix est de se rapprocher directement des clients. Coiffeuses, esthéticiennes ou manucures se déplacent désormais à domicile. Comme le raconte Sahaza, propriétaire d'un salon de beauté à Ambohimananarina : « Rester à la maison, ce n'est pas possible. On ne gagne rien. Alors je vais chez mes clientes. Elles ont peur, mais c'est aussi pour leur sécurité. »

Derrière cette adaptation rapide, un constat plus amer se dessine. Certains entrepreneurs jugent qu'investir à Madagascar « n'a plus de sens ». « L'instabilité politique, c'est devenu un rituel », lâche l'un d'eux. Pour espérer tenir, il faut raisonner à court terme, miser sur des infrastructures solides et souscrire à toutes les assurances possibles.

Dans les rues comme en ligne, la priorité n'est plus de prospérer mais de survivre. Les commerçants en sont conscients : chaque jour qui passe peut être décisif.

JIRAMA - La baisse d'activité libère du courant pour les ménages

IRINA TSIMIJALY | 30 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Depuis près d'une semaine, l'électricité est de retour à Antananarivo et dans plusieurs régions de Madagascar, après plusieurs jours de coupures qui pouvaient durer jusqu'à 12 heures. Parallèlement, la Jirama n'a d'ailleurs plus publié d'avis de délestages sur sa page officielle.

Selon les explications qui concernent ces coupures, l'une des causes principales est la période de sécheresse que traverse le pays, qui affecte fortement la production d'électricité. Les centrales hydroélectriques sont en grande partie à l'arrêt en raison de la baisse du niveau des réservoirs. L'ancien ministre de l'Énergie et des

Hydrocarbures, Olivier Jean Baptiste, avant son limogeage le 26 septembre, avait reconnu que « la production d'électricité du Réseau Interconnecté d'Antananarivo (RIA) a chuté de 25 %, ce qui entraîne un déficit de 30 à 50 MW ».

Énorme baisse

La situation s'est temporairement améliorée grâce à une baisse de la consommation industrielle et commerciale. Interrogé, un responsable de la Jirama explique : « Beaucoup de sociétés ne consomment pas actuellement, du coup il y a une énorme baisse de la demande en électricité. Nous avons donc pu limiter les coupures et mieux gérer la distribution. Pour l'instant, la consommation est comparable à celle d'un dimanche, où personne ne travaille. »

La Jirama a mis en service les turbines à combustion (TAC) d'Ambohimambola afin de renforcer l'approvisionnement. Il s'agit de deux groupes, TAC-1 et TAC-2, chacune capable de produire entre 12 et 15 mégawatts (MW). « Ces deux groupes consomment beaucoup d'électricité et sont coûteux pour la Jirama, environ 300 millions d'ariary par jour pour cinq heures d'utilisation, mais ils ont permis de réduire significativement les délestages », précise le responsable. Depuis leur mise en service le 23 septembre 2025, la durée des coupures d'électricité a diminué.

Ainsi, paradoxalement, c'est la baisse de l'activité économique qui a permis aux ménages de bénéficier d'un courant plus stable, un répit qui pourrait être temporaire si l'activité reprenait normalement et que le déficit de production persiste.

Crise : Plusieurs touristes bloqués dans les régions, annulations en cascade des réservations

NAVALONA R. | 30 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À peine sorti de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid, le secteur du tourisme fait actuellement face à une nouvelle épreuve à cause de la crise qui prévaut dans le pays.

La situation devient de plus en plus inquiétante du côté des tours-opérateurs. En effet, ces professionnels du tourisme signalent actuellement une vague d'annulations en cascade des réservations effectuées par des voyageurs internationaux qui prévoyaient de venir à Madagascar dès le début du mois d'octobre.



Des pays comme l'Angleterre, l'Allemagne et la France déconseillent également à leurs ressortissants de se rendre dans le pays, sauf pour des raisons essentielles. « Nous ne sommes pas encore en mesure de fournir des statistiques précises sur le nombre total d'annulations de réservations par les touristes internationaux, mais la tendance est alarmante. À titre d'exemple, un groupe de touristes britanniques avait prévu un voyage vers la Grande île au début du mois prochain, mais tout a été annulé sur instruction des autorités du Royaume-Uni. D'autres clients VIP, ressortissants français, ne sont pas non plus autorisés par leur gouvernement à venir chez nous. Des touristes en provenance des Émirats arabes unis ont également annulé leur séjour à Madagascar », a déploré Bako Nirinaliajao, présidente de l'Association des agences de voyage à Madagascar.

Vois annulés

Alors que Madagascar traverse actuellement une haute saison touristique, les professionnels du secteur tirent la sonnette d'alarme face à cette nouvelle crise. La période comprise entre septembre et novembre constitue en effet une saison idéale pour les touristes passionnés de nature, notamment ceux qui viennent découvrir la biodiversité exceptionnelle du pays et observer les nombreuses espèces d'oiseaux endémiques de la Grande île. « Cependant, toutes les réservations sont annulées », a-t-elle précisé. Et ce n'est pas tout. « Plusieurs touristes internationaux se retrouvent également bloqués en ce moment dans diverses régions, notamment à Toliara, Morondava, Taolagnaro et Nosy Be. Rien que pour notre agence de voyage, 20 touristes n'ont pas pu être acheminés hier par vol domestique alors qu'ils devaient prendre un vol long-courrier aujourd'hui. Certaines compagnies aériennes, telles qu'Air France et Emirates, ont décidé d'annuler leurs vols prévus pour aujourd'hui et demain en raison de la situation qui prévaut dans le pays. Quant à Ethiopian Airlines, elle a supprimé ses vols de nuit suite à l'instauration du couvre-feu par l'État. Tout cela nécessite une importante réorganisation logistique afin d'aider les touristes à regagner leurs pays respectifs », a enchaîné la présidente de l'Association des agences de voyage de Madagascar.

Remboursement intégral

Les conséquences désastreuses de cette crise semblent sans fin pour les opérateurs du secteur touristique. « Les tours-opérateurs émetteurs réclament également le remboursement intégral des paiements des réservations. En effet, certains clients ont déjà réglé la totalité de leur séjour. Face à l'ampleur des annulations de réservations de touristes internationaux, nous appelons à une

intervention urgente du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, en collaboration étroite avec la Confédération du Tourisme de Madagascar, afin de trouver un compromis entre toutes les parties prenantes. Parallèlement, nous essayons de négocier avec les touristes pour qu'ils acceptent de reporter leur voyage à des dates ultérieures », a-t-elle ajouté.

Chômage technique

Cet opérateur touristique a déclaré que les pertes financières engendrées par ces différents défis sont considérables. « Il y aura certainement une réduction du personnel,

avec le recours au chômage technique, en raison de l'annulation massive des réservations des touristes internationaux. Par ailleurs, tous les acteurs concernés doivent se remettre en question et réfléchir à la manière dont Madagascar peut se préparer à redorer son blason et à renforcer sa visibilité lors des prochains salons internationaux. Il est urgent de définir dès maintenant les stratégies de communication les plus pertinentes pour rassurer les partenaires et les touristes étrangers, afin de relancer ce secteur déjà fragilisé », a conclu Bako Nirinaliajao.

Carburants: l'OMH rassure de la disponibilité des stocks

ARH. | 30 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Face aux inquiétudes croissantes des usagers de la route, l'Office malgache des hydrocarbures (OMH) a assuré dans un communiqué que « les dépôts de stockage répartis sur l'ensemble du territoire, disposent de réserves suffisantes pour couvrir les besoins en produits pétroliers ». Depuis plusieurs jours, des perturbations de l'approvisionnement en carburant, ont été constatées dans plusieurs stations-service, notamment à Antananarivo et dans d'autres grandes villes qui ont alimenté la crainte d'une pénurie, entraînant parfois des files d'attente inhabituelles devant certaines pompes. L'OMH explique toutefois que la fermeture

temporaire de certaines stations, n'est pas liée à un manque de produits mais à des impératifs de sécurité. « Les carburants étant des produits sensibles et dangereux, leur stockage, leur transport et leur manipulation exigent une stricte application des règles d'hygiène, de sécurité et d'environnement (HSE) », précise le communiqué. Les opérateurs pétroliers, en coordination avec l'OMH, seraient ainsi mobilisés pour garantir le respect de ces normes. L'organisme rappelle par ailleurs qu'il assure un suivi permanent de la chaîne d'approvisionnement, afin de prévenir tout risque de rupture. Il invite les consommateurs à garder leur calme et à ne pas céder aux rumeurs.

Approvisionnement en PPN: les stocks sont suffisants

JEAN RIANA | 30 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Dans contexte sociopolitique tendu, la pénurie des produits de première nécessité (PPN) inquiète la population. Mais d'après le ministère de l'industrialisation et du commerce (Mic), il n'y a rien à craindre, les stocks sont suffisants. Toutefois, la situation reste préoccupante d'autant que dans un communiqué, le Groupement des professionnels de la grande distribution a souligné que les pillages et vandalismes généralisés survenus récemment, compromettent gravement la continuité de l'approvisionnement en biens

essentiels pour des millions de Malgaches. Par ailleurs, un grand nombre des magasins ont préféré rester fermer pour éviter que des pilliers ne profitent encore de la situation. Selon les informations recueillies, des discussions auraient déjà eu lieu avec les importateurs et les distributeurs. Et les informations partagées ont permis de savoir que les stocks à leur disposition, sont largement suffisants, pour subvenir au besoin quotidien des citoyens malgaches.

Cacao - Un record attendu pour le prix payé aux producteurs

IRINA TSIMIJALY | 01 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar, réputé pour son cacao fin de terroir, pourrait connaître un tournant historique pour ses producteurs. Alors que la production annuelle de l'île reste modeste, avec environ 20 000 tonnes en 2023, les fèves malgaches continuent de se distinguer sur le marché international grâce à leur qualité exceptionnelle. Cultivé principalement dans la vallée de Sambirano, au Nord-ouest de l'île, le cacao malgache est issu de petites exploitations familiales qui privilégient les variétés Criollo et Trinitario. Ces fèves sont particulièrement prisées pour leurs arômes fruités et

floraux, et sont souvent utilisées par les chocolatiers haut de gamme dans le cadre de chocolats « single origin » ou « bean-to-bar ».

Jusqu'à présent, malgré l'attrait croissant pour ce cacao premium, les producteurs percevaient des revenus relativement faibles, le prix bord champ restant souvent inférieur à la valeur réelle de leurs récoltes sur le marché mondial.

Mais un mouvement similaire à celui observé en Côte d'Ivoire pourrait changer la donne. Pour la campagne

principale 2025/2026, le prix du cacao ivoirien devrait atteindre un niveau record de 2 500 francs CFA, équivalant à environ 19 825 ariary le kilogramme, soit une hausse de 39 % par rapport à l'année précédente, d'après Reuters récemment. Inspiré par cette dynamique et conscient du potentiel du cacao malgache, le pays étudie des mécanismes pour garantir aux producteurs une meilleure rémunération.

Les coopératives locales et les initiatives de filière soutiennent déjà des pratiques agricoles durables et la diversification des marchés d'exportation, ce qui pourrait

renforcer encore la valeur du cacao malgache. Le potentiel d'une hausse du prix bord champ pourrait non seulement améliorer le revenu des petits producteurs, mais aussi encourager une production plus régulière et qualitative.

Avec la qualité exceptionnelle de son cacao et la demande croissante pour le chocolat artisanal premium, Madagascar semble bien positionné pour transformer son secteur cacaoyer. Si cette hausse de prix se concrétise, elle marquerait un tournant majeur pour les producteurs locaux et le marché international du cacao fin.

Fly Over Anosizato: deux visites de site en vue

JEAN RIANA | 01 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Le projet tant attendu, Fly Over à Anosizato commence enfin à bouger. Deux visites de site sont programmées prochainement, marquant une étape concrète vers sa réalisation. D'après l'avis rectificatif n°1 No 003-AR/BADEA/PRMP/UGPM.2025 publié par le ministère des Travaux publics, ces visites seront organisées par le maître d'ouvrage au point kilométrique (PK) du début du projet, précisément près de la station Jovena à Anosizato, juste à côté du pont. L'avis rectificatif n°1 précise que ces visites concernent non seulement les travaux d'aménagement de l'infrastructure, mais aussi le désengorgement des routes nationales RN1 et RN58A. La première, initialement prévue le 26

septembre 2025, est reportée au 8 octobre 2025 à 9h00, suivie d'une seconde visite fixée au 10 octobre à la même heure.

Ce changement remplace officiellement les dates mentionnées dans l'avis initial publié le 8 septembre 2025. Il est à noter que la réalisation de ce projet financé à hauteur de 25,2 millions de dollars par la Banque arabe pour le développement de l'Afrique (Badea), a pour objectif principal de résoudre le problème d'embouteillages qui fait jaser plus d'un dans cette localité tout en favorisant le développement.

Transport de fonds : la BFM rappelle son rôle exclusif

ARH. | 01 OCTOBRE | LES NOUVELLES

« C'est une opération de routine », a précisé La Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) à propos du transfert d'un grand carton d'argent dans un avion hier à Ivato, à l'origine des rumeurs et spéculations sur les réseaux sociaux. Dans un communiqué, la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) a tenu à rappeler son rôle exclusif dans l'émission et l'acheminement des billets de banque sur tout le territoire. L'institution précise que conformément à ses statuts, elle est la seule habilitée à effectuer cette mission stratégique.

Et afin de garantir la disponibilité des liquidités dans ses agences régionales, la Banque centrale déploie différents moyens logistiques. Elle a recours aussi bien aux « véhicules blindés de transport de fonds qu'aux services aériens de compagnies nationales existantes », notamment Madagascar Airlines, Toa ou encore MTA.

Cette flexibilité permet de sécuriser et d'accélérer la distribution des billets vers les zones les plus éloignées. Transport de fonds : la BFM rappelle son rôle exclusif.

« L'opération de ce matin (hier : ndlr) est une illustration de l'utilisation de moyen aérien avec l'appareil de la compagnie Toa pour l'approvisionnement de la Représentation Territoriale à Antsiranana », informe la BFM, qui réaffirme ainsi la fiabilité de son système d'approvisionnement.

Par ailleurs, la BFM met en garde contre la propagation de fausses informations relatives visant à nuire à ses missions. Elle rappelle que « La diffusion de fausses informations concernant les missions de Banky Foiben'i Madagasikara est interdite par la loi ».



Une précision jugée nécessaire à un moment où la circulation de contenus non vérifiés sur les réseaux sociaux tend à semer le doute parmi la population.

Agoa : un an de sursis pour les pays bénéficiaires

JEAN RIANA | 01 OCTOBRE | LES NOUVELLES

L'Agoa, prévu prendre fin hier, Washington vient de réévaluer ses priorités, offrant une bouffée d'oxygène aux pays africains. Il semble bien que les négociations menées auprès des américains ont porté leur fruit avec une voix unifié des pays concernés.

L'African Growth and Opportunity Act (Agoa) bénéficie d'une prolongation d'un an, selon une information rapportée par l'agence Reuters. L'administration Trump a finalement décidé d'accorder ce délai supplémentaire, offrant un répit bienvenu aux pays africains concernés.



Cette décision permet aux pays concernés, de maintenir temporairement leur accès préférentiel sur le marché américain, tout en leur donnant l'opportunité de réfléchir à de nouvelles stratégies pour diversifier leurs débouchés commerciaux et renforcer leur compétitivité sur le long terme.

Adopté pour la première fois en 2000, dans le but d'offrir un accès préférentiel exempté de droits de douanes américains, en faveur des milliers de produits, notamment du textile et habillement aux denrées agricoles, sans oublier les minerais, cet accord commercial entre les Etats-Unis et l'Afrique couvre plus de 30 pays africains à l'heure actuelle.

A noter qu'une délégation malgache composée de quelques membres du gouvernement, accompagnée

des acteurs du secteur privé, a fait le déplacement à Washington en septembre, pour plaider la prolongation de l'Agoa. En menant ce plaidoyer, ladite délégation n'a pas œuvré seule puisqu'elle a reçu le soutien de différents pays africains comme le Kenya, Lesotho, la Tanzanie et l'île Maurice.

Plein d'incertitudes

Toutefois, l'incertitude plane toujours sur la continuité de l'Agoa, une fois cette prolongation arrive à échéance. Or, cette extension d'une année offre du temps pour examiner les améliorations possibles et les perspectives de coopération avec les Américains, mais aussi d'engager des discussions bilatérales plus approfondies.

L'Agoa est synonyme de développement industriel, mais aussi de création d'emplois et d'attraction d'investissements pour de nombreux pays africains. Pour le cas de Madagascar, les enjeux sont assez considérables avec près de 150.000 emplois directs et environ 400.000 emplois indirect en jeu.

A part la dimension économique, cet accord commercial entre les Etats-Unis et l'Afrique a également une portée sociale non-négligeable et le président de la République de Madagascar, Andry Rajoelina n'a pas manqué de le rappeler lors de son allocution devant l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York du 23 septembre au 29 septembre 2025.

« L'Agoa n'est pas qu'une loi commerciale, ce sont des vies, des familles et des communautés qui se battent pour leur dignité », a-t-il souligné.

Mission 300 : 300 millions d'Africains bientôt connectés à la lumière

ARH. | 01 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Dix-sept pays africains s'engagent dans la lutte contre la précarité énergétique.

Réunis à New York le 24 septembre, ils ont adopté des « pactes nationaux pour l'énergie » dans le cadre de la « Mission 300 », une initiative conjointe de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement (Bad) visant à fournir de l'électricité à 300 millions de personnes d'ici 2030.

Le Bénin, le Botswana, le Burundi, le Cameroun, les Comores, le Congo, l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone et le Togo figurent parmi les pays signataires. Ces feuilles de route accompagnent les investissements publics, stimuleront les réformes et attireront davantage de capitaux privés.

Une première vague de pays avait déjà présenté ses engagements plus tôt dans l'année, dont la Côte d'Ivoire, le Nigéria, le Sénégal, Madagascar ou encore la République démocratique du Congo.

« L'électricité est à la base de l'emploi, des opportunités et de la croissance économique », a rappelé Ajay Banga, président du Groupe de la Banque mondiale. La Mission 300 n'est pas seulement un objectif, c'est une transformation durable .

Investissements

Depuis son lancement, l'initiative a déjà permis de connecter 30 millions de personnes. Prochainement, plus

de 100 millions devraient bénéficier de nouveaux raccordements. Pour la Bad, l'accès à une énergie fiable est une condition clé de la compétitivité.

« Donner de l'électricité à un jeune entrepreneur, c'est lui offrir la possibilité de créer un emploi rémunérateur », a souligné son président, Sidi Ould Tah. Les pactes nationaux reposent sur trois piliers : le

développement d'infrastructures, la mobilisation de financements et la mise en place de politiques adaptées. Chaque plan est conçu sur mesure, avec l'appui technique des partenaires de développement.

Ensemble, les pactes comprennent plus de 400 mesures pour améliorer les services d'électricité, réduire les risques pour les investisseurs et lever les obstacles structurels.

Finance – Le stock de la dette publique évalué à 7 206,4 millions de dollars à fin juin 2025

01 OCTOBRE | 2424.MG

Antananarivo, 1er Octobre, 7h15 – Le stock de la dette publique à fin juin 2025 est évalué à 7 206,4 millions de dollars. C'est soit 31 974 milliards d'ariary, comme indiqué par le Trésor public. Il s'agit de l'accumulation de tous les emprunts effectués par l'Etat malgache jusqu'à ce moment précis, rapporte ce département.

Le rapport entre cette dette publique et le PIB nominal est de 35,3%. Ce qui signifie que la dette équivaut à plus d'un tiers de la richesse totale produite par le pays en un an, si l'on ne compte pas les arriérés. Ajoutés aux arriérés, ce rapport est de 36,4%.

La dette extérieure, c'est-à-dire l'argent emprunté par l'Etat auprès de prêteurs en dehors de Madagascar constitue sa partie importante. Elle s'élevait à 6 025 millions de dollars, environ 26 732,2 milliards d'ariary, soit 83,6% du total. Son remboursement nécessite donc des devises étrangères, d'où l'importance du taux de change. La perte de valeur de l'ariary face au dollar rend ainsi ce remboursement plus cher avec la monnaie locale.

La partie restante, c'est-à-dire les 16,4% du total, est constituée de l'encours de la dette intérieure. Il s'agit cette fois-ci de l'argent emprunté par l'État auprès d'acteurs économiques basés à Madagascar, que ce soit des banques locales, des entreprises, voire des citoyens qui achètent des obligations d'État.

Cette dette intérieure s'élevait à 5 247,2 milliards d'ariary. Son remboursement se fait en ariary. Ce qui aura de l'impact sur la liquidité et les taux d'intérêt au sein de l'économie nationale.

Par ailleurs, l'Etat ne s'endette pas seulement directement. Il peut aussi se porter garant pour les emprunts d'autres entités, dont notamment les entreprises publiques ou les projets spécifiques.

Le Trésor public fait alors part de 5,4 millions de dollars de dette garantie par l'Etat. Il s'agit donc d'une dette contractée par une autre entité mais que l'Etat s'est engagé à rembourser au cas où celle-ci ne le fait pas. L'Etat avait également offert une garantie sur emprunt de 3,2 millions de dollars.

Métal jaune - Le prix de l'or à 3 700 dollars

IRINA TSIMIJALY | 02 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le prix de l'or a franchi un nouveau seuil historique, atteignant 3 700 dollars l'once (31,1 grammes). Cette hausse est alimentée par l'incertitude économique mondiale, les anticipations sur les taux d'intérêt américains et les tensions géopolitiques, qui poussent les investisseurs à se tourner vers l'or comme valeur refuge. Depuis le début de l'année, le métal précieux a progressé de plus de 45 %, soutenu par la demande des investisseurs et les achats des banques centrales.

À Madagascar, la montée des prix de l'or pourrait dynamiser le secteur minier et les exportations. Depuis la levée de l'interdiction d'exportation en 2023 et avec la mise en service d'une raffinerie financée par les Émirats arabes unis, le pays pourrait exporter jusqu'à 15 tonnes d'or par an, profitant pleinement de cette tendance mondiale.

Cependant, cette opportunité s'accompagne de défis majeurs. Le secteur aurifère malgache est encore confronté à des pratiques illégales, telles que l'exploitation non réglementée et la corruption. De plus, les mineurs artisanaux continuent de travailler dans des conditions difficiles, et les bénéficiaires de la hausse mondiale des prix ne leur profitent pas toujours directement.

L'envolée du prix de l'or offre à Madagascar une chance de renforcer son économie minière et ses exportations. Mais pour que cette dynamique soit réellement bénéfique, le pays doit renforcer la régulation du secteur, lutter contre les pratiques illicites et garantir que les communautés locales tirent profit de cette ressource précieuse.

Pêche : Exploitation de la langouste interdite

NAVALONA R. | 02 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Depuis avant-hier, la pêche, la mise en vente, la commercialisation, l'achat, le transport et le colportage des langoustes sont strictement interdits dans neuf régions : DIANA, SOFIA, Boeny, Melaky, Menabe, Atsimo Andrefana, Atsinanana, Analanjirifo et SAVA. En effet, la période de fermeture de la pêche de cette ressource halieutique s'étend du 1er octobre au 31 décembre 2025. L'interdiction d'exploitation de la langouste durant cette période vise à assurer une gestion rationnelle et durable de cette espèce marine, tout en protégeant les ressources

halieutiques. Il s'agit également de la saison de reproduction de la langouste. Le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue appelle ainsi toutes les sociétés de pêche, les collecteurs, les poissonneries ainsi que les revendeurs de langoustes à déclarer leurs stocks auprès de ses directions régionales entre le 1er et le 10 octobre 2025. À Madagascar, la production de langoustes est principalement destinée à l'exportation. Ce fruit de mer contribue largement à la renommée internationale de la Grande Île sur le marché des produits marins.

Billets de banque: BFM renforce l'approvisionnement

ARH. | 02 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) assure une veille permanente sur l'approvisionnement en billets de banque de ses représentations régionales, réparties sur l'ensemble du territoire malgache.

Cette mission stratégique répond à un double impératif : garantir la disponibilité de liquidités et préserver la stabilité du système monétaire.

Hier encore, la BFM assure que ces actions sont menées « conformément à ses Statuts », faisant de la BFM la seule institution habilitée à émettre la monnaie nationale. Pour mener à bien cette tâche, la BFM mobilise différents moyens logistiques.

« La BFM réalise en effet des études régulières afin d'anticiper les besoins en liquidités dans chaque région », a-t-elle fait savoir dans une note explicative publiée dans la presse, hier. Puis, elle établit son programme d'approvisionnement et choisit le mode de transport le plus rapide et le plus sécurisé. Selon la localisation et l'urgence, l'acheminement peut se faire par voie terrestre, maritime ou aérienne. Et en fonction des besoins et des contraintes, la BFM utilise des véhicules blindés spécialisés dans le transport de fonds ou fait appel à des compagnies aériennes comme Madagascar Airlines, TOA ou MTA.

Comme c'était le cas, lors d'une opération de transfert de fonds menée dans la matinée de mardi, via un appareil de la compagnie TOA. Ce transfert a permis d'acheminer des billets vers la représentation territoriale d'Antsiranana.

Maillage territorial

La sécurité constitue un volet essentiel de ce processus. Pour chaque déplacement de fonds, la BFM collabore étroitement avec les Forces de l'ordre, pour assurer la protection des convois et renforcer la confiance du public dans la fiabilité des circuits d'approvisionnement.



Dans ce cas, la BFM dispose de 11 agences territoriales, véritables relais de proximité. Elles réceptionnent les fonds acheminés, assurent leur stockage dans des conditions sécurisées et procèdent à leur distribution en fonction des besoins locaux. Ce maillage territorial permet de maintenir une circulation fluide de la monnaie et d'éviter toute tension de liquidités dans les zones éloignées de la capitale. Enfin, l'institution rappelle que la diffusion de fausses informations concernant ses missions est strictement interdite par la loi. Elle invite le public à se fier uniquement aux communications officielles, afin de préserver la confiance dans le système monétaire.

ECE: l'activité économique connaît un repli au deuxième trimestre

ARH. | 02 OCTOBRE | LES NOUVELLES

L'activité économique a ralenti au deuxième trimestre 2025, selon l'Enquête sur la Conjoncture économique (ECE) publiée cette semaine par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM).

Si une reprise est attendue au troisième trimestre, les entreprises ont, dans l'ensemble, signalé un ralentissement

de leur activité, marqué par « une hausse contenue des coûts, une baisse des dépenses salariales et une contraction des bénéfices ».

Les entreprises interrogées ont rapporté une progression limitée des coûts des intrants, le solde d'opinion s'établissant à +17,8 %, contre +48,0 % trois mois plus tôt. Cette

évolution masque des disparités sectorielles : recul dans le primaire (-21,0 %), mais augmentation dans le secondaire (+20,7 %) et surtout dans le tertiaire (+36,8 %). Par taille, les entreprises de taille moyenne (+57,5 %) sont les plus touchées, loin devant les microentreprises (+17,6 %), tandis que les grandes (+4,7 %) et les petites (+8,1 %) restent relativement épargnées.

La masse salariale a légèrement reculé, conséquence d'une contraction des effectifs (-2,5 % après +42,3 % au trimestre précédent). Ce phénomène est particulièrement observé dans le secteur primaire (-29,4 %) et le secondaire (-23,1 %).

A l'inverse, le tertiaire poursuit sa dynamique avec une hausse notable des dépenses (+37,7 %). Les entreprises de taille moyenne (+33,1 %), les micro (+17,6 %) et les petites (+15,6 %) déclarent avoir accru leurs charges de

personnel, alors que les grandes enregistrent un net recul (-18,5 %).

Des coûts unitaires toujours en hausse

Parallèlement, l'augmentation des coûts unitaires s'accroît. Le solde global passe de +47,6 à +55,8 %. La hausse est plus marquée dans le secteur secondaire (+66,6 %), suivie par le primaire et le tertiaire, avec +47,6 %. Les grandes entreprises (+66,0 %) et les moyennes (+46,6 %) sont les plus concernées, contrairement aux micro (+16,5 %) et petites (+12,2 %), qui demeurent moins exposées.

La BFM souligne néanmoins une perspective de reprise dès le troisième trimestre 2025, portée par un regain d'activité attendu dans plusieurs secteurs clés.

Exportation - Le thon et la crevette dominant le marché

IRINA TSIMIYALY | 03 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La pêche reste un moteur important de l'économie, mais certains produits dominent clairement le marché. Parmi eux, le thon en conserve et les crevettes attirent l'essentiel des acheteurs internationaux.



La France est de loin le premier client, absorbant plus d'un tiers des exportations, tandis que la Chine s'intéresse surtout aux produits hauts de gamme, comme la langouste et le crabe. D'autres pays européens comme les Pays-Bas, l'Allemagne ou l'Italie complètent la demande, et quelques marchés émergents en Afrique et en Asie restent modestes mais présents.

Sur le plan national, la pêche est largement concentrée sur les côtes Est et Sud-Est, autour de Toamasina et Toliara, où les eaux sont particulièrement poissonneuses. La côte Nord, autour d'Antsiranana, joue également un rôle important pour certaines espèces exportées comme le thon et les crevettes. Ces zones combinent pêche

artisanale pour la consommation locale et pêche industrielle destinée à l'exportation. Comme le souligne un pêcheur de Toamasina : « La mer nous nourrit et nous relie au monde. C'est notre source de revenu, et elle nous aide à faire vivre notre famille depuis des générations. »

En 2024, près de 100 000 tonnes de poisson ont été capturées, servant à la fois à l'alimentation locale et aux ventes à l'étranger. Derrière le poisson, d'autres espèces comme le poulpe, le requin, le crabe ou la petite crevette d'eau douce appelée chevaquine sont exploitées. Les coquillages, bien qu'en quantité moindre, trouvent aussi leur place sur le marché intérieur et à l'export. Certaines espèces, même en faible volume, ont une valeur commerciale élevée. La langouste, le thon, le calmar et certaines crevettes côtières sont très recherchés, attirant une forte demande internationale et générant des revenus significatifs pour les pêcheurs et exportateurs.

Malgré ce dynamisme, la filière reste déséquilibrée : la majorité des captures se concentre sur quelques espèces principales, ce qui pourrait poser un risque de surexploitation sans encadrement rigoureux. Aujourd'hui, le secteur halieutique représente environ 5 % de la valeur totale des exportations, avec le thon en conserve en tête (34 %), suivi des crevettes (24 %), des crabes (9 %) et des langoustes (8 %).

En résumé, le thon et les crevettes restent les produits phares, guidant largement le commerce malgache et reliant Madagascar à ses principaux marchés internationaux.

Reprise d'activités: des entreprises entre crainte et espoir

NAMBININA | 03 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Après les pillages, certaines entreprises tentent difficilement de se relever. Beaucoup hésitent à relancer leurs activités. La perspective d'une nouvelle attaque, encore plus dévastatrice que la première, pèse lourdement sur leurs décisions. Comment envisagent-elles l'avenir ? Témoignages.

« Le jeudi 26 septembre, lorsque les employés ont appris le pillage de notre immeuble, beaucoup ont éclaté en sanglots. Ce sont des personnes profondément attachées à leur travail, qui se sont investies corps et âme dans leur entreprise, et voir tous leurs efforts réduits à néant en un instant a été déchirant », confie la directrice administrative

et financière d'une société à Antananarivo. Elle préfère garder l'anonymat, mais précise qu'elle gère un grand immeuble en plein centre-ville. Dans ce bâtiment, tout a été ravagé : banques, boutiques, salon de beauté, salle de sport, garderie, restaurants... rien n'a été épargné. « Les assaillants ont même tenté d'y mettre le feu. Ce sont les riverains qui les ont suppliés d'y renoncer, car tout le quartier aurait pu partir en fumée. C'est ce qui nous a sauvés », ajoute-t-elle.

Après le constat, ce sont surtout les pertes matérielles et financières qui pèsent lourdement. Aucune perte humaine n'est à déplorer : par mesure de précaution, les entreprises avaient décidé de ne pas ouvrir leurs bureaux ce jeudi-là. « Tous les coffres ont été emportés. Nos pertes financières pourraient atteindre plusieurs milliers de dollars », confie un responsable. Quant aux équipements trop lourds pour être volés, ils ont été détruits. Face à l'ampleur des dégâts, les sociétés n'ont eu d'autre choix que de placer leurs employés en chômage technique. « Il faudra renouveler entièrement le matériel avant de pouvoir redémarrer. Ce chômage technique n'est que temporaire, mais il reste très difficile à vivre pour les salariés », ajoute-t-il.

Pour la plupart des entreprises, la relance s'annonce semée d'embûches. « Si nous reprenons aujourd'hui

nos activités, rachetons du matériel et recommençons, qu'est-ce qui nous garantit une véritable sécurité ? Une nouvelle chute serait encore plus douloureuse que la première », s'inquiète un responsable. Dans une autre société, qui exploite à la fois un salon de sport et un restaurant, le ton est plus optimiste. « Nous recevons de nombreux appels de clients et de partenaires qui nous demandent quand notre salle de sport rouvrira. Après avoir été contraints de rester enfermés chez eux, les gens cherchent des lieux de détente dans la capitale. Pour nous, c'est une opportunité. Nous allons rouvrir la salle et le restaurant. Je crois même que c'est une bonne idée, car les gens ont besoin de se détresser », affirme son gérant.

En attendant, la solidarité apparaît comme la meilleure issue. Certaines entreprises ont choisi de reporter le paiement des loyers, le temps que chaque locataire puisse relancer ses activités. D'autres optent pour une restructuration interne afin de préserver tous les emplois et éviter des licenciements. « Nous devons montrer l'exemple pour encourager les autres à ne pas céder au découragement. Si nous nous relevons ensemble et restons solidaires, d'autres suivront, et nous espérons ainsi relancer nos activités au plus vite », souligne un responsable.

Manifestations en Europe : quand la démocratie pèse sur l'économie

TIANA R. | 03 OCTOBRE | LES NOUVELLES

En Europe, les manifestations font partie intégrante du paysage politique et social. Elles incarnent l'exercice d'un droit démocratique essentiel, celui de se rassembler et d'exprimer ses revendications. Mais derrière ces mobilisations, se cache une facture économique souvent lourde, qui affecte aussi bien les acteurs privés que les finances publiques. Chaque mouvement, selon son ampleur et sa durée, se chiffre en millions d'euros de pertes ou de dépenses supplémentaires, avec des répercussions visibles sur l'image des villes et la confiance des investisseurs.

Des pertes immédiates pour les commerces et services Les premières victimes économiques des manifestations sont les commerçants et restaurateurs situés sur le parcours des cortèges. Dans les grandes capitales européennes, comme Paris, Madrid ou Bruxelles, la fermeture anticipée de magasins et de cafés est devenue une habitude. La crainte des dégradations ou la baisse brutale de fréquentation des centres-villes poussent les professionnels à limiter leurs activités. En France, lors des grandes mobilisations contre la réforme des retraites en 2023, les organisations patronales ont estimé les pertes du commerce de détail à plusieurs centaines de millions d'euros sur l'ensemble du mouvement.

Les hôteliers et restaurateurs connaissent des difficultés similaires. Certains clients annulent leurs réservations, les touristes évitent les zones sous tension, et les événements culturels ou sportifs sont parfois reportés. Le secteur de la logistique n'est pas épargné : camions bloqués aux entrées de ville, livraisons retardées, impossibilité pour les fournisseurs de rejoindre leurs clients. Ces perturbations,

même limitées à quelques jours, créent un effet domino dans les chaînes d'approvisionnement.

La facture sécuritaire pour les États

Si les entreprises accusent le coup, les finances publiques ne sont pas en reste. Organiser une manifestation nécessite un dispositif sécuritaire massif. Les forces de l'ordre doivent être mobilisées en nombre, parfois sur plusieurs jours, avec des heures supplémentaires et une logistique coûteuse. À Paris, certaines journées de mobilisation ont nécessité plus de 12 000 policiers et gendarmes, pour un coût évalué à plusieurs millions d'euros.



À cela s'ajoutent les dépenses liées à la remise en état des lieux. Dans de nombreuses capitales européennes, les défilés laissent derrière eux des vitrines brisées, du mobilier urbain endommagé et des routes à nettoyer. Les municipalités, en première ligne, doivent engager des fonds importants pour réparer les dégâts. En France, le ministère de l'Intérieur a chiffré à plusieurs dizaines de

millions d'euros les coûts engendrés par les violences lors des manifestations de 2018 et 2019.

Le transport, secteur paralysé.

Les manifestations sont souvent accompagnées de grèves dans les transports publics. Cette combinaison paralyse la mobilité et amplifie les pertes économiques. En Allemagne, les arrêts de travail dans les trains et les aéroports en 2023 ont provoqué des pertes quotidiennes estimées à plus de 100 millions d'euros, selon des instituts économiques.

En Espagne, les grèves générales s'accompagnent régulièrement de blocages d'axes routiers et ferroviaires, perturbant non seulement les déplacements des citoyens mais aussi le commerce international.

Pour les salariés, l'impact est direct : retards, impossibilité de se rendre au travail, baisse de productivité. Pour les entreprises, les réunions annulées, les projets retardés et les difficultés d'organisation pèsent sur le fonctionnement quotidien.

Des effets indirects sur l'image et la confiance

Les manifestations répétées ne se limitent pas à un coût immédiat. Elles peuvent aussi affecter la réputation d'une

ville ou d'un pays. Un climat social perçu comme instable peut décourager les investisseurs étrangers. Les grandes entreprises, attentives aux risques politiques et sociaux, hésitent parfois à lancer de nouveaux projets dans un environnement conflictuel.

Le secteur du tourisme subit également une image ternie. Lors de la médiatisation internationale des violences à Paris en 2019, certains tour-opérateurs asiatiques avaient réduit leurs offres de voyages vers la capitale française. À Rome et Madrid, les grandes mobilisations ont déjà provoqué des vagues d'annulations d'hôtels et une baisse des réservations dans les compagnies aériennes.

Une tension entre coût et démocratie

Derrière chaque manifestation, c'est donc une tension qui se dessine entre le coût économique et la valeur démocratique de ces mobilisations. Les chiffres traduisent une réalité : chaque journée de mobilisation dans une grande capitale européenne représente des millions d'euros de pertes et de dépenses. Mais les manifestations sont aussi perçues comme un moyen d'exprimer des désaccords, d'éviter des tensions sociales plus profondes et de maintenir un dialogue entre gouvernés et gouvernants.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

